

SÉCURISATION D'INTERNET EN ALGÉRIE

Un centre de certification fait défaut

La situation de l'internet en Algérie a été passée en revue au cours de la dernière édition du forum du quotidien El Moudjahid.

Nabil M. - Alger (Le Soir) - En matière de lutte contre la cybercriminalité, le représentant de la DGSN a déploré le fait que la loi en Algérie n'oblige pas les cybercafés à conserver les données. Ceci complique la tâche des enquêteurs dans la remontée des pistes.

Sur ce point précis, les représentants des fournisseurs nationaux, ont assuré qu'en tant qu'opérateurs spécialisés et agissant en amont, ils sont astreints par le législateur de conserver les données pendant plus d'un an.

Les concernés ont, par ailleurs, regretté que les services de sécurité ne les sollicitent pas pour les besoins de leurs enquêtes, alors que des institutions étrangères usent de ce droit. Parmi les autres solutions suggérées pour la

surveillance de la toile figure l'introduction d'outils (mouchards) que l'on place sur des passerelles numériques. «Il n'y a pas de complexe, d'autant plus que c'est une pratique utilisée par des pays autrement plus avancés dans la lutte contre la cybercriminalité».

A propos de l'ouverture de l'Algérie au commerce électronique, il a été expliqué que pour l'instant, il n'était pas possible de s'ouvrir sur cet horizon.

Cela est dû à plusieurs facteurs. Le plus important est en rapport avec la sécurisation des données transférées On-line. Afin de pallier à cette lacune, il a été expliqué que l'Etat doit procéder à la création de ce qui est communément appelé «centre de certification».

En effet, il appartient à cette institution publique de prendre les dispositions nécessaires qui garantissent la sécurité des fonds et des données numériques échangées sur le Web. Cette autorité aura également pour mission d'opter pour un opérateur intermédiaire qui garantisse les transactions, à l'exemple de Visa.

Interrogés sur l'éventualité d'ouvrir l'Algérie à un E-commerce mais en intranet, à la faveur de la généralisation des cartes interbancaires, les experts ont mentionné que cela est techniquement possible, mais qu'il fallait d'abord procéder à la sécurisation des sites.

En d'autres termes, il faudrait que les sites Web concernés soient réalisés en mode HTTPS et non pas en HTTP. Un spécialiste a même étayé ses propos avec l'exemple du site d'Algérie

Poste.

Ce site qui permet de faire des demandes d'avoir via des mots de passe préalablement délivrés, n'est pas sûr. «Ce site est élaboré en mode HTTP ce qui le rend vulnérable devant Hacker Avertis. Un site conforme à la norme HTTPS est reconnaissable aux cadenas qui apparaissent en icône».

Un appel a, par ailleurs, été adressé aux pouvoirs publics, pour revoir la politique appliquée aux providers (ISP). L'Algérie ne compte pas que 5 providers alors qu'au départ ils étaient une centaine.

Selon les pronostics, il devrait y avoir 500 providers en 2008. Un déficit qui explique la pauvreté des contenus propres à l'Algérie, sachant qu'il appartient aux providers de développer les contenus.

N. M.

BOUIRA

Les jeunes chômeurs ferment la RN 5

Avant-hier, plusieurs dizaines de jeunes chômeurs ont procédé à la fermeture de la RN 5 au lieu-dit Boulbah, situé entre les communes d'Aomar et Kadiria, pour protester contre les recrutements sélectifs de la société canadienne Lavalin.

D'après les citoyens de la commune d'Aomar, la société Lavalin implantée dans la commune de Djebbahia, a débuté les travaux de construction d'une station de traitement des eaux du barrage Koudiat-Asserdoune en cours d'achèvement, au mois de septembre dernier. Récemment, elle a opéré des

recrutements de main-d'œuvre mais les jeunes recrutés sont pour la plupart étrangers à la région. Déçus par ces procédés et ces marginalisations, les jeunes chômeurs issus des trois communes, Djebbahia, Kadiria et Aomar se sont donné le mot pour fermer la RN 5 à la circulation afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation.

En effet, sitôt la RN 5 fermée, les responsables locaux se sont empressés de se déplacer sur les lieux pour raisonner ces jeunes et leur promettre de prendre les mesures nécessaires. Pour leur part,

les trois P/APC des communes concernées se sont également déplacés et d'après le maire d'Aomar, Lechehab Ali, les jeunes ont été éclairés sur le sujet de recrutement en leur expliquant la nécessité de s'inscrire au niveau du bureau de main-d'œuvre de la daïra pour pouvoir postuler à un emploi.

Après l'ouverture de la route à la circulation, les P/APC se sont réunis avec le chef de daïra de Kadiria où il a été question de procéder dorénavant à une répartition équitable des postes ordinaires à pourvoir entre les trois communes alors que

pour les postes techniques, la sélection devait se faire à l'échelle régionale.

Rappelons que le barrage Koudiat-Asserdoune d'une capacité de 680 millions de m³, situé dans la commune de Maïla, devra alimenter en eau potable la région de Lakhdaria au nord-ouest de Bouira, ainsi que les communes du sud de Tizi-Ouzou.

Pour ce faire, une station de traitement est prévue et son implantation est située en aval du barrage sur le territoire de la commune de Djebbahia. Sa construction est confiée à la société canadienne Lavalin.

Y. Y.

RENCONTRE MAIRE-REPRÉSENTANTS

DU BIDONVILLE «CÉLESTE»

Les habitants attendent des solutions «définitives»

Le bidonville «Céleste» (Béni Messous) qui abrite pas moins de 611 baraques, a renoué hier avec le calme. Ses habitants, qui avaient bruyamment manifesté leur colère la veille, attendent que les promesses du maire se concrétisent.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - A l'origine de cette manifestation, un projet que la commune a décidé d'implanter sur le terrain qui abrite le bidonville.

S'ils se disent en faveur de la construction des 100 locaux inscrits dans le cadre du programme de la commune de Béni Messous, les habitants du bidonville craignent que le chantier ne conduise à la destruction des premières baraques.

Après une journée de vive tension, le maire de Béni Messous a reçu une délégation d'habitants. A l'issue de

la rencontre, les porte-parole des habitants sont revenus rassurés, estimant que le premier responsable de la commune a répondu favorablement à leurs doléances. Il leur a affirmé que le chantier ne constituait aucunement un danger pour les baraques et que ses responsables allaient aménager des passages sécurisés pour éviter d'éventuels accidents durant les travaux.

Les habitants, visiblement rassurés par les propos rapportés par leurs émissaires attendent cependant une solution «définitive». Une

grande partie d'entre eux estime que la seule solution envisageable serait le relogement. Une option que n'envisage apparemment pas la commune qui tente tant bien que mal de «gérer» ce bidonville érigé depuis 1983 sur le territoire de la commune. Ses habitants n'en démordent cependant pas.

L'un d'entre eux estime que «si la mise en place des 100 locaux par commune figure dans le programme du président de la République, celui de l'éradication des bidonvilles également».

L'un ne peut aller sans l'autre !», pour appuyer leur demande de logement qu'ils qualifient de «légitime» les occupants du bidonville brandissent qu'un récépissé de

recensement datant des années 1980, qui une carte d'électeur ou encore une pièce d'identité attestant qu'ils sont nés à Béni Messous. D'autres proposent carrément une «visite guidée» dans le bidonville qui comme tous les autres est infesté de rats et offre des conditions de vie déplorables.

Pas de canalisation d'eau, pas de branchement électrique et encore moins d'assainissement.

Les égouts sont à ciel ouvert et se déversent directement dans certaines baraques. Les plus chanceux ont réussi à «construire» avec du parpaing, les autres s'abritent sous du zinc en attendant des jours meilleurs.

N. I.

43^e ANNIVERSAIRE
DE LA RÉVOLUTION
PALESTINIENNELa préservation
de l'unité nationale,
une priorité

Le 43^e anniversaire de la révolution palestinienne a été commémoré, hier, au palais de la culture Moufidi-Zakaria à l'initiative de l'ambassade de l'Etat de la Palestine en Algérie et du mouvement de libération nationale palestinien «Feth». Les intervenants n'ont pas manqué lors de cette rencontre, de rappeler la détermination du peuple palestinien à poursuivre sa lutte pour la libération de son pays. Les présents, représentants du mouvement Feth préciseront par ailleurs que ce 43^e anniversaire coïncide avec les négociations de paix «et ce sans le sacrifice des constantes nationales palestiniennes et à leur tête l'instauration d'un Etat palestinien libre.» Il s'agit aussi pour les militants de revendiquer, encore une fois le droit de retour des réfugiés palestiniens «ce droit reconnu par les instances internationales» précise un communiqué du mouvement «Feth». Les militants ont aussi appelé à maintes reprises à la préservation de l'unité et des constantes nationales palestiniennes. Les représentants du peuple palestinien présents hier au palais de la culture, évoqueront avec émotion près d'un demi-siècle de lutte héroïque. «Ils se rappelleront aussi les victimes de cette lutte : les martyrs, les blessés et les prisonniers» déclarera pour sa part M. Abou Hachim représentant du mouvement Feth en Algérie. Ce dernier notera en outre que le déclenchement de la révolution palestinienne a eu lieu 17 ans après que le peuple palestinien ait été chassé de ses terres. «Il s'agit là, rappelle le militant, de la plus atroce injustice qu'ait connue l'histoire et du plus grand complot visant à effacer le peuple palestinien de la carte politique et géographique de la région.» M. Abou Hachim déclarera enfin «que le mouvement Feth est capable de surmonter les difficultés qui entravent son parcours et de protéger le projet national et de le concrétiser par un Etat libre.» Le militant maintiendra aussi «qu'il n'y aura pas de dialogue avec les «putschistes» sauf dans le cas de leur repentir et du respect du programme de l'Organisation de libération de la Palestine, le représentant légitime et unique du peuple palestinien». Intervenant pour sa part, Saïd Abadou, secrétaire général de l'ONM, réaffirmera le soutien de l'Algérie au peuple palestinien et à son combat. Il rendra ainsi hommage à la lutte et aux sacrifices de ce peuple martyr.

F. Zohra B.

ALGER

Dérapage
d'un semi-remorque

Un semi-remorque a dérapé, hier lundi, au niveau de l'autoroute reliant Dar-El Beïda à Ben Aknoun. Le chauffeur s'en est sorti miraculeusement intact. Les deux passagers l'accompagnant ont été blessés et transportés vers l'hôpital Zemirli. L'engin a, quant à lui, atterri à proximité des rails de la voie ferrée. La Gendarmerie nationale a ouvert une enquête pour déterminer les raisons de cet accident. Le chauffeur du semi-remorque a avancé que son pneu avant-droit avait crevé. D'autres personnes avancent que l'excès de vitesse pourrait être la cause de ce dérapage.

M. O.

AVIS DE DÉCÈS

La famille Akaba a la douleur de faire part du décès de

Akaba Achour

à l'âge de 67 ans, le 07/01/2008.

La levée du corps aura lieu au domicile mortuaire, sis au 2, rue Mohamed-Ghimouze, Belcourt, Alger.

«A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons»